

EQUATEUR	EFFECTIFS EXISTANTS dans l'ancienne Province.		EFFECTIFS NECESSAIRES Nouvelle par Province .				TOTAL	
	ONUC	Techniciens	Cuvette: Centrale	Ubangi	Moyen Congo			
1) Administration Générale, Organisa- tion administrative: Fonction Publique, Divers	1	31	1	1	1	3	L'expert Sur les - dans l saires - dans l - dans l Il sem technici	
2) Finances, Economie, Planification, Domaine	1	10	1	1	1	3	L'expert Les 10 te comptabil fonciers. remplir l Il faut d	
3) Travaux Publics, Communications, Transports	1	11	1	1	1	3	L'expert Sur les 1 suffisant Il faut d et de la rôle de c	
4) Postes Télécommunications	1	4	1	1	1	3	L'expert Les 4 tec le grade conseille de l'Uban pouvant	
5) Justice et Adminis- tration Péniten- tiaire, Travail, Affaires Sociales	3	4	1	1	1	3	Les 3 ex miné. Les Aucun n' rôle de Il faut	
6) Education Nationale (pour mémoire)	2	40	1	1	1	3		
7) Santé Publique (pour mémoire)	29	22	1	1	1	3		
8) Agriculture (pour mémoire)	-	9	1	1	1	3		



RES	OBSERVATIONS	TOTAL des Effectifs à fournir par L'O.N.U.C.
sur l'utilisation possible des CADRES existants et sur les Recrutements nécessaires		
TOTAL:		
3	<p>L'expert de l'ONUC est inspecteur de police. Sur les 31 techniciens il y a :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans la Cuvette Centrale 1 Commissaire de District, 3 commissaires-assistants, 2 administrateurs de Territoire et 1 S/Dr.</li> <li>- dans l'Ubangi 2 administrateurs de Territoire</li> <li>- dans la Région résiduelle (Disala) 1 commissaire de District</li> </ul> <p>Il semble donc qu'il y ait suffisamment de cadres avec les techniciens et qu'aucun recrutement ne soit nécessaire.</p>	-
3	<p>L'expert est Inspecteur des douanes. Les 10 techniciens comprennent des agents des impôts, de la comptabilité, des Affaires Economiques du cadastre et des titres fonciers. Aucun n'a le grade ou la qualification suffisante pour remplir la fonction de conseiller. Il faut donc recruter 3 experts de l'ONUC</p>	3
3	<p>L'expert est Ingénieur en charge p.i. de l'Equateur à Coq. Sur les 11 techniciens, aucun n'a le grade ou la qualification suffisante pour remplir la fonction de conseiller. Il faut donc recruter 2 experts pour les 2 provinces de l'Ubangi et de la Région Résiduelle. L'expert de l'ONUC pouvant jouer le rôle de conseiller dans la Cuvette Centrale.</p>	2
3	<p>L'expert de l'ONUC est qualifié d'expert postal. Les 4 techniciens sont des agents radio-électriciens. Aucun n'a le grade ou la qualification suffisante pour remplir le rôle de conseiller. Il faut donc recruter 2 experts pour les 2 provinces de l'Ubangi et de la Région Résiduelle. L'expert postal de l'ONUC pouvant jouer le rôle de conseiller dans la Cuvette centrale.</p>	2
3	<p>Les 3 experts de l'ONUC sont juges et affectés à un poste déterminé. Les 4 techniciens sont des agents des Affaires sociales. Aucun n'a le grade ou la qualification suffisante pour remplir le rôle de conseiller. Il faut donc recruter 3 experts pour les 3 provinces.</p>	3
3		
3		
3		



K I V U	EFFECTIFS EXISTANTS dans l'ancienne Province		EFFECTIFS NECESSAIRES par Nouvelle Province				TOTAL	
	ONUC	Techni- ciens	Sud Kivu	Nord Kivu	Ma- niema			
1) Administration Générale, Organisa- tion administrative, Fonction Publique, Divers.	0	4	1	1	1	3	Sur les 4 la qualifi Il faut	
2) Finances, Economie Planification, Domaine.	5	2	1	1	1	3	Les 5 exp 1 Inspect Les 2 tech à Goma. Il grade, pou Il faut de juridique	
3) Travaux Publics, Communications, Transports.	2	0	1	1	1	3	Les 2 exp vaux. Aucu suffisante Il faut de pas d'ingé	
4) Postes, Télécommunications	2	0	1	1	1	3	Les 2 exp télécommu L'expert faut recr	
5) Justice et Adminis- tration Pénitentiaire Travail, Affaires Sociales.	8	3	1	1	1	3	Sur les 8 7 sont ju Les 3 tec lifiés po Il faut à à la cham	
6) Education Nationale (pour mémoire)	7	35	1	1	1	3		
7) Santé Publique (pour mémoire)	32	9	1	1	1	3		
8) Agriculture (pour mémoire)	3	4	1	1	1	3		

Min. par : B.E.  
Dact. par : Mirabeau  
Coll. par :



LES	O B S E R V A T I O N S	TOTAL des Effectifs à fournir par L'O.N.U.C.
TOTAL	sur l'utilisation possible des CADRES existants et sur les recrutements nécessaires	
3	<p>Sur les 4 techniciens en poste à Bukavu, aucun n'a le grade ou la qualification suffisante pour remplir le rôle de conseiller.</p> <p>Il faut donc recruter 3 experts.</p>	3
3	<p>Les 5 experts comptent 1 conseiller juridique, 1 expert en douanes, 1 Inspecteur des douanes et 2 vérificateurs des impôts.</p> <p>Les 2 techniciens sont 1 conservateur à Bukavu et 1 vérificateur à Goma. Il semble difficile de muter le conservateur, qui, vu son grade, pourrait remplir le rôle de conseiller.</p> <p>Il faut donc recruter 1 ou 2 experts, suivant que le conseiller juridique sera ou non muté.</p>	2
3	<p>Les 2 experts de l'ONUC sont 1 ingénieur et 1 contrôleur de travaux. Aucun des 4 techniciens n'a le grade ou la qualification suffisante pour remplir le rôle de conseiller.</p> <p>Il faut donc recruter 2 experts pour les 2 provinces qui n'ont pas d'ingénieur.</p>	2
3	<p>Les 2 experts de l'ONUC sont 1 expert postal et 1 technicien des télécommunications tous 2 à Bukavu. Il n'y a aucun technicien.</p> <p>L'expert postal pouvant jouer le rôle de conseiller à Bukavu, il faut recruter 2 experts pour les 2 autres provinces.</p>	2
3	<p>Sur les 8 experts, 1 est conseiller à la chambre législative, 7 sont juges ou magistrats et affectés à des postes déterminés.</p> <p>Les 3 techniciens sont des agents des Affaires Sociales, non qualifiés pour remplir le rôle de conseiller.</p> <p>Il faut donc recruter 2 experts pour les 2 provinces, le conseiller à la chambre législative remplissant le rôle de conseiller à Bukavu.</p>	2
3		
3		
3		



P R O V I N C E O R I E N T A L E	EFFECTIFS EXISTANTS dans l'ancienne Province		EFFECTIFS NÉCESSAIRES par Nouvelle Province				TOTAL	sur
	ONUC	Techni- ciens	-	Ueles	Kibali Ituri			
1) Administration Générale - Organi- sation administra- tive - Fonction Publique - Divers	6	1	1	1	1	3	Les 6 exper Publique ou de police, Le technici Il faut don	
2) Finances - Econo- mie, Planification Domaine.	2	1	1	1	1	3	Les 2 exper Le technici Il faut don	
3) Travaux Publics Communications Transports	2	7	1	1	1	3	Les 2 exper Sur les 7 t capable de Stanleyvill Il faudrait	
4) Postes - Télécommunications	3	1	1	1	1	3	Sur les 3 e fiés techni L'expert po centrale, e ces.	
5) Justice et Admi- nistration Péniten- tiaire, Travail Affaires Sociales	3	0					Les 3 exper Il faut don	
6) Education Nationale (pour mémoire)	4	28						
7) Santé Publique (pour mémoire)	30	5						
8) Agriculture (pour mémoire)	3	8						



ES          TOTAL:	O B S E R V A T I O N S sur l'utilisation possible des CADRES existants et sur les recrutements nécessaires	TOTAL des Effectifs à fournir par L'O.N.U.C.
3	Les 6 experts de l'ONU n'ont rien à voir avec la Fonction Publique ou l'Administration puisqu'ils sont inspecteurs de police, professeur de gymnastique ou professeurs de français. Le technicien est un simple rédacteur. Il faut donc recruter 3 experts.	3
3	Les 2 experts sont de simples vérificateurs des impôts. Le technicien est également vérificateur des impôts. Il faut donc recruter 3 experts.	3
3	Les 2 experts sont un ingénieur et 1 chef de chantier. Sur les 7 techniciens 1 seul est ingénieur chef de secteur, donc capable de remplir le rôle de conseiller. Il est actuellement à Stanleyville. Il devrait être muté dans une des 2 provinces. Il faudrait donc recruter 1 expert pour la 3ème province.	1
3	Sur les 3 experts 1 est expert postal, les 2 autres sont qualifiés techniciens. Le technicien est un simple percepteur-adjoint. L'expert postal peut jouer le rôle de conseiller pour la cuvette centrale, et il faut recruter 2 experts pour les 2 autres provinces.	2
	Les 3 experts sont juges et affectés à des postes déterminés. Il faut donc recruter 3 experts pour les 3 provinces	3

N O R D K A T A N G A	EFFECTIF EXISTANT dans la Province		EFFECTIFS NECESSAIRES pour la Province		O B sur l'utilisation et sur le
	ONUC	Techni- ciens			
1) Administration Générale, Organisa- tion administrative, Fonction Publique Divers	0	0	1		Il faut recr
2) Finances, Economie, Planification, Domaine.	1	0	1		L'expert est Il faut donc
3) Travaux Publics, Communications, Transports.	0	0	1		Il faut recr
4) Postes Télécommunications	1	0	1		L'expert est Il peut rempl Donc pas de r
5) Justice et Adminis- tration Pénitentiaire Travail, Affaires Sociales.	5	0	1		Sur les 5 experts il y a 1 con aux Affaires sociales (à Kamin Le conseiller à la chambre peu Donc pas de recrutement à envi
6) Education Nationale (pour mémoire)			1		
7) Santé Publique (pour mémoire)	5	0	1		
8) Agriculture (pour mémoire)			1		



OBSERVATIONS	TOTAL des Effectifs à fournir par L'O.N.U.C.
sur l'utilisation possible des CADRES existants et sur les recrutements nécessaires.	

Il faut recruter 1 expert

1

L'expert est vérificateur des douanes.  
Il faut donc recruter 1 expert comme conseiller

1

Il faut recruter 1 expert

1

L'expert est qualifié d'expert postal.  
Il peut remplir le rôle de conseiller.  
Donc pas de recrutement à envisager.

0

5 experts il y a 1 conseiller à la Chambre législative, 1 conseiller  
aires sociales (à Kamina) et 3 magistrats.  
eiller à la chambre peut remplir les fonctions de conseiller.  
s de recrutement à envisager.

0



LEOPOLDVILLE	EFFECTIFS EXISTANTS dans l'Ancienne Province		EFFECTIFS NECESSAIRES par Nouvelle Province						sur l'util et s	
	ONUC (1)	Techni- ciens						TOTAL		
1) Administration Générale, Orga- nisation, admi- nistrative - Fonction Publi- que, Divers		32	1	1	1	1	1	4	Sur les 32 techniciens (Thysville), les au- fisante. Bien plus en service dans l' veaux Experts en A	
2) Finances, Economie, Planification et Domaine		13	1	1	1	1	1	4	Sur les 13 techniciens qualification suffi- sante. Il serait donc oppo-	
3) Travaux Pu- blics, Commu- nications, Transports		34	1	1	1	1	1	4	La plupart des 34 tech- iciens - Surveillan- tes). On relève 3 Ingé- nieurs. Il faut recruter 4	
4) Postes et Té- lécommunica- tions		24	1	1	1	1	1	4	A part 2 techniciens d' autres services, ils for- ment l'effectif existant. Il faut recruter 4 Exp	
5) Justice et Administration Pénitentiaire, Travail, Affai- res Sociales		8	1	1	1	1	1	4	Tous sont des Agents et qualifications insuffi- santes. Il faut recruter 4 Exp	
6) Education Nationale (pour Mémoire)		283	1	1	1	1	1	4		
7) Santé Publique (pour Mémoire)		71	1	1	1	1	1	4		
8) Agriculture (pour Mémoire)		30	1	1	1	1	1	4		

(1) En ce qui concerne les experts de l'ONUC, les données fournies laissent aux services propres de l'organisation, soit mis à la disposition des d Il est impossible d'envisager de les répartir ou de les utiliser au pro



**O B S E R V A T I O N S**  
sur l'utilisation possible des cadres existants  
et sur les recrutements nécessaires

**TOTAL**  
des effectifs  
à fournir  
par l'ONUC

Sur les 32 techniciens, on compte 4 Administrateurs (3 à Léo, 1 à Thysville), les autres n'ayant ni le grade ni la qualification suffisante. Bien plus, 3 de ces 4 Administrateurs sont actuellement en service dans l'Enseignement. Il y a donc lieu de recruter 3 nouveaux Experts en Administration Générale.

3

Sur les 13 techniciens, 1 seul (conservateur des Domaines) a une qualification suffisante, d'ailleurs très spécialisée. Il serait donc opportun de recruter 4 Experts

4

La plupart des 34 techniciens sont de grade insuffisant (Chef de Chantier-Mécanicien - Surveillant de Travaux), ou bien très spécialisés (Architectes). On relève 3 Ingénieurs Chef de Bureau, qui ne semblent pas davantage avoir les qualifications requises. Il faut donc recruter 4 Experts.

4

A part 2 techniciens des PTT (percepteurs), 22 radio-électriciens forment l'effectif existant. Il faut recruter 4 Experts.

4

Tous sont des Agents Sociaux ou des Agents du Travail aux grades et qualifications insuffisants. Il faut recruter 4 Experts.

4

nées fournies laissent à penser qu'ils sont, en quasi-totalité, soit affectés à la disposition des divers Ministères et Services du Gouvernement Central. de les utiliser au profit des Provinces.



**O B S E R V A T I O N S**  
sur l'utilisation possible des cadres existants  
et sur les recrutements nécessaires

**TOTAL**  
des effectifs  
à fournir  
par l'ONUC

Sur les 32 techniciens, on compte 4 Administrateurs (3 à Léo, 1 à Thysville), les autres n'ayant ni le grade ni la qualification suffisante. Bien plus, 3 de ces 4 Administrateurs sont actuellement en service dans l'Enseignement. Il y a donc lieu de recruter 3 nouveaux Experts en Administration Générale.

3

Sur les 13 techniciens, 1 seul (conservateur des Domaines) a une qualification suffisante, d'ailleurs très spécialisée. Il serait donc opportun de recruter 4 Experts

4

La plupart des 34 techniciens sont de grade insuffisant (Chef de Chantier-Mécanicien - Surveillant de Travaux), ou bien très spécialisés (Architectes). On relève 3 Ingénieurs Chef de Bureau, qui ne semblent pas davantage avoir les qualifications requises. Il faut donc recruter 4 Experts.

4

A part 2 techniciens des PTT (percepteurs), 22 radio-électriciens forment l'effectif existant. Il faut recruter 4 Experts.

4

Tous sont des Agents Sociaux ou des Agents du Travail aux grades et qualifications insuffisants. Il faut recruter 4 Experts.

4

nnées fournies laissent à penser qu'ils sont, en quasi-totalité, soit affectés à la disposition des divers Ministères et Services du Gouvernement Central. u de les utiliser au profit des Provinces.



## K A S A I

EFFECTIONS EXISTANTS dans l'Ancien- ne Province	EFFECTIONS NECESSAIRES par Nouvelle Province						TOTAL	SUR
	ONUC	Techni- ciens	Sud Kasai	Lulu- bourg	Unité Kasai- tenne	San- kuru	Loma- mi	

1) Administration générale, organisation administrative, Fonction publique, divers	-	8	1	1	1	1	1	5	Sur les 8 techniciens correspond au g... mais n'est qu'un... Il faut donc rec...
2) Finances, Economie, planification et domaine	3	3	1	1	1	1	1	5	Les 3 Experts ONUC et 2 Inspecteurs Quant aux 3 techniciens rédacteur ou de... Il faut donc rec... celle de Luluabo...
3) Travaux Publics, Communications, Transports	2	6	1	1	1	1	1	5	Les 2 Experts ONUC en Nouvelle Province les 5 autres techniciens. Il semble que Luluabourg, Il ne faudrait d... encore démanies
4) Postes et Télécommunications	1	1	1	1	1	1	1	5	L'expert ONUC est 2ème classe. Auc... Il faut donc rec... celle de Luluabo...
5) Justice et Administration Pénitentiaire, Travail, Affaires sociales	4	4	1	1	1	1	1	5	Les 4 Experts ONUC être mutés. Les... et 1 inspecteur quises. Il faut
6) Education Nationale (pour Mémoire)	2	42	1	1	1	1	1	5	
7) Santé Publique (pour Mémoire)	30	15	1	1	1	1	1	5	
8) Agriculture (pour Mémoire)	0	12	1	1	1	1	1	5	



OBSERVATIONS sur l'utilisation possible des cadres existants et sur les recrutements nécessaires.		TOTAL des Effectifs à fournir par l'O.N.U.C.
TOTAL:		
5	Sur les 8 techniciens, 7 appartiennent à la Territoriale, mais aucun ne correspond au grade minimum retenu. Le 8ème est du cadre des Secrétariats, mais n'est qu'un Chef de Bureau. Il faut donc recruter au moins 1 Expert par nouvelle Province, soit 5 au total	5
5	Les 3 Experts ONUC en Finances sont à Luluabourg (1 Conseiller Douanes et 2 Inspecteurs d'Impôts); aucun ne peut être distrait de son poste. Quant aux 3 techniciens, aucun n'a de grade suffisant (niveau moyen de rédacteur ou de chef de Bureau adjoint) Il faut donc recruter au moins 1 Expert par nouvelle Province, sauf pour celle de Luluabourg où les effectifs existants peuvent servir. Soit 4 au total	4
5	Les 2 Experts ONUC sont Ingénieurs, tous deux étant "en charge" de l'ancienne Province du Kasai. Sur les 6 techniciens, 1 seul est Ingénieur, les 5 autres étant 1 architecte-adjoint, 1 chef de chantier et 3 mécaniciens. Il semble possible de muter 1 des Experts sur une Province autre que Luluabourg, et de faire de même pour le technicien ingénieur. Il ne faudrait donc recruter que 2 Experts pour les 2 nouvelles Provinces encore démunies d'Unités Techniques.	2
5	L'expert ONUC est un Expert postal; le technicien est un percepteur de 2ème classe. Aucun ne peut être distrait de son poste. Il faut donc recruter au moins 1 Expert par nouvelle Province sauf pour celle de Luluabourg, où l'expert postal de l'ONUC peut servir. Soit 4 au total	4
5	Les 4 Experts ONUC sont magistrats en poste à Luluabourg, et ne peuvent être mutés. Les 4 techniciens sont 3 agents sociaux de grade inférieur et 1 inspecteur du Travail. Aucun ne correspond aux spécifications requises. Il faut donc recruter au moins 1 expert par nouvelle Province, soit 5 au total.	5
5		-
5		-
5		-



Léopoldville, le

SECRETARIAT GENERAL  
SECTION UNIQUE

N° 90/SG.

Objet : Projet d'Arrêté Minis-  
tériel instituant à  
l'E.N.D.A. des cycles  
de formation accélérée  
pour fonctionnaires su-  
périeurs des Adminis-  
trations Centrales.

NOTE DE TRANSMISSION ET D'AVIS  
POUR MONSIEUR LE MINISTRE.

Le Directeur des Etudes de l'E.N.D.A. a bien voulu me confier, le 14 Novembre dernier, un projet d'Arrêté à soumettre à votre signature, et relatif à la création d'un cycle d'Enseignement accéléré pour Hauts fonctionnaires de l'Administration Centrale qu'il se propose d'organiser en Décembre prochain.

En vous transmettant le projet d'Arrêté en question, je prends la liberté d'insister sur l'importance toute spéciale que revêtent ses dispositions, dans la mesure où elles constituent une sorte de "charte" pour tous les autres cycles du même genre qui pourraient être envisagés par la suite.

En fixant certains avantages à octroyer aux fonctionnaires appelés à suivre le cycle de Décembre prochain, l'Arrêté aura une incidence inévitable sur le problème général (actuellement encore sans solution définie) de l'avancement de grade ou de traitement que réclament tous ceux qui, Agents de l'Administration, ont eu ou auront à effectuer des

../..



stages de perfectionnement à l'E.N.D.A. et même à l'étranger.

Le projet d'Arrêté prévoit lui-même (art.1 et 2) qu'il concerne aussi bien le cycle de Décembre 1962, que les cycles qui pourraient être ultérieurement organisés par simple décision du Ministre de la Fonction Publique, prise sur la base de l'Arrêté susdit.

Dans ces conditions, il apparaît donc souhaitable d'examiner avec soin le texte soumis à votre signature, et c'est à quoi vise la présente note d'Avis, par laquelle j'ai cru opportun de vous formuler quelques remarques et suggestions en ce qui concerne respectivement :

- La composition de la Commission de sélection (art.3) et du Jury de fin d'Etudes (art.9)
- Les matières prévues au programme des cours (art.6)
- Le régime des avantages octroyés aux Agents ayant satisfait aux épreuves de fin de cycle (art.10, 11 et 12).

I.- En ce qui touche la composition de la Commission de sélection et du Jury de sortie, il serait souhaitable qu'y prenne également place un représentant de chacune des Administrations Centrales dont il se trouverait que des Agents se soient portés candidats à suivre le cycle d'études. La présence de ces délégués (qui devraient exercer au moins des fonctions de Directeur) aurait le double avantage :

- d'assurer une sélection beaucoup plus sérieuse, parce que basée autant sur le questionnaire de demande de participation rempli au départ par le candidat (V. la circulaire jointe au projet d'Arrêté), que sur une appréciation approfondie des qualités professionnelles et intellectuelles de candidat formulée par son Chef de service présent en commission
- de renforcer les garanties d'attribution effective aux stagiaires, après la fin du cycle, des avantages stipulés en leur faveur par l'Arrêté. Il ne fait guère de doute, en effet, que les Administrations Centrales seront d'autant plus enclines à réclamer la matérialisation des avantages promis à leurs Agents, qu'elles auront pris une part active aux opérations de sélection au début et à la fin du cycle. L'on voit d'ailleurs comment cette participation des Départements intéressés peut, corrélativement, donner aux stagiaires eux-mêmes l'indispensable sentiment que leur passage à l'E.N.D.A. aura une influence sur leur carrière, et qu'il importe, dès lors, qu'ils accordent le plus grand soin à leurs études.



II.- En ce qui concerne les matières prévues au programme, je ne puis que rester fidèle à l'esprit des observations qu'il m'a déjà été donné d'exprimer sur les cours du cycle spécial pour stagiaires du Corps Diplomatique. Il apparaît, en effet, que, mutatis mutandis, des remarques analogues peuvent être faites ici :

a).- les cours de Droit Administratif et d'Institutions Administratives gagneraient à être regroupés sous une rubrique commune :

- Droit Administratif et Institutions Administratives Congolaises

b).- En sens inverse, et pour combler les inévitables lacunes des stagiaires en matière juridique, il serait extrêmement souhaitable que soit adjoint à la liste des cours un Enseignement d'Introduction à l'Etude et à la Théorie Générale du Droit. Ce cours viendrait utilement éclairer les autres Enseignements de Droit constitutionnel, administratif, financier ou international, etc... professés en même temps.

c).- Mais la principale remarque à faire sur le programme concerne le caractère par trop théorique de l'Enseignement proposé aux stagiaires. Il faut se souvenir en effet, que le cycle de perfectionnement vise, en définitive, à préparer les intéressés aux tâches concrètes de l'Administration; leur formation, pour être conforme à son but, devrait être un pont jeté entre la théorie et l'expérience professionnelle quotidienne. Aussi, serait-il souhaitable de multiplier, parallèlement aux cours proprement dits, des exercices pratiques ou des séminaires sur les matières enseignées, seul moyen de doter les stagiaires des méthodes de travail scientifique qui leur font besoin, et même de leur permettre une assimilation fructueuse des cours qui leur sont donnés.

III.- Enfin, il importe de faire quelques remarques sur les Articles 10 à 12 du projet d'Arrêté, relatifs à certains avantages consentis aux stagiaires ayant terminé le cycle avec succès. Il s'agit là d'un problème d'une grande complexité, et qui met en jeu plusieurs considérations contradictoires.

- D'une part, il est évident que l'octroi de certains avantages de traitement ou même de carrière constituerait un puissant stimulant à l'intérêt des stagiaires, au succès de leurs travaux, et, par là-même, au relèvement du niveau professionnel des Agents en service.



- Mais, en sens inverse, il importe absolument que le régime des avantages consentis - surtout des avantages de carrière - ne soit pas trop généreusement aménagé, car cela reviendrait à tourner, par le biais des cycles de perfectionnement, et au détriment des non-stagiaires, les dispositions statutaires en matière d'avancement. D'autre part, des avantages trop alléchants ne manqueraient pas de susciter une foule de candidatures avides de promotions et l'on risquerait d'avoir les plus graves difficultés à sélectionner, au départ, les agents admis à suivre les stages. De plus, des promotions effectuées dans ces conditions seraient la cause de conflits, nés de jalousies bien compréhensibles, entre les stagiaires et leurs collègues, qui ne manqueraient pas de considérer ces derniers comme de véritables privilégiés au sein de l'Administration. Par ailleurs, l'expérience semble prouver, hélas, que certains stagiaires ou diplômés des Universités locales ou étrangères ont parfois tendance à se montrer, à leur retour dans l'Administration, comme des fonctionnaires dénués de l'humilité d'esprit, du sens de la collaboration et de l'obéissance hiérarchique indispensables à la bonne marche des services. Si ces informations (qu'ont bien voulu nous donner MM. WANE et NSOLELE) sont bien exactes, ce serait donc une erreur de faire bénéficier les intéressés d'un système d'avancement automatique; il vaudrait mieux tenir compte, pour l'octroi d'avantages éventuels, de l'ensemble du comportement et du rendement effectifs de ces stagiaires, au cours des mois qui suivraient la fin de leurs stages. J'ajouterais encore qu'il est difficile d'accorder des avantages à certains stagiaires qui, comme c'est souvent le cas, n'ont fait que pendant 1 ou 2 mois, des stages plus ou moins sérieusement organisés, avec, pour résultat, une vague attestation d'assiduité ! Or, étant donné la grande différence de niveau et de durée des stages, comment établir un critère rationnel entre de tels stages de complaisance, et des stages réellement utiles ? Et d'ailleurs, ne peut-on considérer que les stagiaires - du moins ceux qui s'en vont à l'étranger - auraient bénéficié déjà d'une sollicitude particulièrement appréciable de l'Etat, en application au projet d'ordonnance actuellement à l'étude pour les boursiers congolais (une allocation mensuelle pour l'épouse, et les enfants à charge est prévue en leur faveur), pour que à leur retour, il ne soit pas question de leur octroyer, en outre, d'autres avantages de carrière ?



Enfin, il ne faut pas négliger le fait que se déroulent actuellement les opérations en vue des promotions aux grades de 2ème et 1ère catégorie à réaliser conformément à l'ordonnance N°51 du 18 Juin 1961. Si le régime des avantages à accorder aux stagiaires devait prévoir la possibilité d'un avancement de grade, il se pourrait, dans certains cas, que l'application de ces avantages vienne compliquer une situation déjà difficile, et interfère fâcheusement avec les travaux de la Commission Consultative de Recours.

Les considérations qui précèdent suffisent à montrer, d'une part, la complexité du problème de l'octroi d'avantages spéciaux aux stagiaires de l'Administration, et, d'autre part, la nécessité d'une solution prudente et nuancée, tenant compte à la fois des arguments qui militent pour et des arguments qui militent contre l'octroi de ces avantages.

C'est pourquoi nous estimons que la Fonction Publique aurait intérêt à adopter la ligne de conduite suivante :

1.- En ce qui concerne la procédure d'adoption d'une réglementation en la matière :

Il nous apparaît inopportun, tout d'abord, que le problème des avantages aux Agents stagiaires soit abordé par le projet d'Arrêté à l'étude, et cela pour plusieurs raisons :

- a).- La complexité du problème mérite, on l'a vu, une étude particulièrement longue et approfondie, que ne permet pas l'urgence du projet soumis à la signature du Ministre;
- b).- Il semble préférable, d'autre part, de régler le problème non dans le cadre limité du cycle d'études prévu à l'ENDA, mais en raison de l'incidence générale des solutions qui seraient adoptées, dans le cadre de tous les stages généralement quelconques que les Agents de l'Administration sont appelés à suivre au Congo ou à l'étranger;
- c).- Enfin et surtout, il y aurait intérêt à associer les Représentants du Personnel aux travaux d'élaboration d'une réglementation de cette importance. A cet égard, il faut rappeler ici que ces Commissions auraient été, dans un passé récent, saisies de ce problème, et il paraît même que des résolutions auraient été adoptées en conclusion de leurs travaux. L'état actuel de la documentation du B.E. n'a pas permis de s'en assurer,



mais au cas où cela s'avérerait exact, ne serait-il pas plus indiqué, soit de donner suite à ces résolutions, soit, si on les juge peu satisfaisantes, de réunir une nouvelle Commission d'Etudes, groupant des Représentants de l'Administration et des délégués du personnel, afin de revoir le problème, une fois pour toutes, et de le résoudre, définitivement cette fois, pour l'ensemble des Agents ayant effectué des stages au Congo ou ailleurs ? Cette procédure paraît d'autant plus souhaitable que la question des avantages réglementaires aux stagiaires prend place parmi tout un ensemble de problèmes connexes relatifs au statut des Congolais bénéficiaires de bourses d'études ou de stage. Dans une Note d'avis récemment remise à Monsieur le Ministre, nous avons suggéré la Convocation d'une Commission d'Etudes Interministérielle chargée d'étudier la préparation d'un statut d'ensemble des bourses d'études et de stage. Il semble que la question examinée ici pourrait avantageusement faire l'objet des travaux de cette Commission, qui s'éclairerait, comme on l'a dit plus haut, de l'avis des Syndicats.

En proposant une solution particulière aux stagiaires de l'ENDA, le projet d'Arrêté visait, à juste titre, à éveiller l'intérêt des fonctionnaires pour le cycle en préparation. Mais il est facile de donner satisfaction à ce souci louable du Directeur des Etudes de l'E.N.D.A., en ayant soin, tout simplement, de faire annoncer par la Presse, au moment où elle publiera l'Arrêté, que l'Administration se penche actuellement sur une réglementation générale des avantages à octroyer aux stagiaires, sans pour autant s'engager, d'ores et déjà, dans des solutions aussi hâtivement préparées que lourdes de précédents.

2.- En ce qui concerne l'importance des avantages à accorder aux stagiaires :

S'il est prématuré, comme nous venons de l'expliquer, de préciser dans le présent projet d'Arrêté, les avantages à donner aux stagiaires, il n'en demeure pas moins souhaitable de rechercher, d'ores et déjà, la position que la Fonction Publique aurait intérêt à défendre au sein d'une éventuelle Commission d'Etudes, chargée de la question. C'est pourquoi nous avons jugé bon de conclure cette note par quelques suggestions sur le point.

Les Agents stagiaires pourraient, à notre avis, bénéficier de deux séries d'avantages, suffisamment intéressants, certes, pour les stimuler à l'étude, mais relativement limités pour ne pas entraîner des conséquences fâcheuses sur l'ordre administratif existant :

../..



- a).- Un signalement favorable inscrit au dossier des Agents ayant terminé leur stage avec succès, et leur donnant droit, lors des travaux d'avancement de traitement prévus aux statuts (art. 149 et suiv.), à une cotation supérieure à celle qu'ils auraient eue en considération de leur seul rendement dans le service. Par exemple, un Agent coté "bon" pour son rendement bénéficierait, compte tenu d'un stage, brillamment accompli, de la cotation "très bon", et aurait droit, par conséquent, à l'augmentation de traitement correspondante (3 % au lieu de 2 %); un stagiaire classé "très bon" se verrait finalement accorder la cote "élite", avec 3,5% au lieu de 3% d'augmentation de traitement, etc... Cette solution, qui, comme on le voit, conserve à l'Administration le pouvoir d'apprécier la conduite de l'Agent, correspond, en gros, à celle proposée par le Directeur des Etudes de l'ENDA dans l'Article 10 du projet d'Arrêté.
- b).- Le deuxième avantage qui pourrait être consenti serait de permettre le commissionnement des Agents à un poste supérieur en dérogation aux dispositions prévues en la matière. (Voir en ce sens, la circulaire *N° 13/32 du 13.7.1958*).

Les Agents ayant effectué leur stage dans des conditions particulièrement satisfaisantes pourraient, par exemple, bénéficier d'une certaine priorité dans les commissionnements rendus nécessaires au sein de leur service; de même, on pourrait écarter à leur profit la règle qui veut qu'un Agent ne soit commissionné à un emploi supérieur que si cet emploi correspond à un grade venant immédiatement au-dessus de celui dont cet Agent est revêtu, etc...


Ces dérogations devraient évidemment être conçues et appliquées de manière suffisamment souple, pour éviter tout automatisme dans le choix du stagiaire commissionné, et pour permettre à l'Administration d'apprécier, comme il se doit, l'opportunité d'un commissionnement qui peut se révéler fâcheux, en raison des qualités professionnelles insuffisantes du stagiaire. (manque d'esprit d'initiative, insubordination hiérarchique, rendement inadéquat etc...).

Par contre, nous ne croyons pas opportun de retenir la proposition d'un congé supplémentaire formulée par l'Article 11 du projet d'Arrêté. Il n'est que normal, en effet, que les stagiaires effectuent des heures de travail supplémentaire nécessitées par leur stage, puisque, en contrepartie, ils verront leurs efforts récompensés par



l'octroi des avantages ci-dessus indiqués. De plus, est-ce bien juste, de leur consentir quelque congé de détente, alors que l'on n'a jamais songé, par ailleurs, à le faire pour les fonctionnaires qui, si souvent, continuent à travailler en dehors des heures de service ?

Compte tenu des observations et suggestions qui précèdent, et pour le cas où elles rencontreraient son approbation, je propose à la signature de Monsieur le Ministre un nouveau projet d'Arrêté, amendant en partie, celui que m'avait remis le Directeur des Etudes de l'ENDA.

 12/411  
Serge VIEUX  
Conseiller Technique.

Min. par : Vieux  
Dact. par : Mirabeau  
Coll. par :



PROJET D'ARRETE INSTITUANT UN ENSEIGNEMENT  
ACCELERE POUR LE PERFECTIONNEMENT DES FONCTIONNAIRES SUPERIEURS  
DES ADMINISTRATIONS CENTRALES.  
-----

LE MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

Vu l'ordonnance du 29 juin 1962 relative à  
l'Ecole Nationale de Droit et d'Administration;

A R R E T E :

Article 1er.-

Il est institué à l'Ecole Nationale de Droit et d'Administration un enseignement accéléré destiné à améliorer la formation théorique des fonctionnaires supérieurs des administrations centrales.

Article 2.-

La durée de l'enseignement est de vingt-deux semaines. Le premier cycle se déroulera à partir du 11 Février 1963. D'autres cycles pourront éventuellement être organisés par décision du Ministre de la Fonction Publique.

Article 3.-

L'enseignement institué par le présent arrêté est réservé aux fonctionnaires des administrations centrales exerçant au moins les fonctions de chef de bureau. Les stagiaires sont proposés à la désignation du Ministre de la Fonction publique par une commission de sélection composée :

- du Secrétaire général du Ministère de la Fonction publique, président;
- de deux membres choisis parmi les fonctionnaires du dit Ministère exerçant au moins les fonctions de Directeur ou parmi les techniciens attachés au Ministère;
- du Directeur des Etudes de l'Ecole Nationale de Droit et d'Administration et d'un professeur de l'Ecole désigné par le Directeur général;
- d'un Représentant de chacune des Administrations dont font partie les candidats au cycle.

Article 4.-

Les stagiaires demeurent en activité pendant le cycle et continuent à exercer leurs fonctions. Ils sont mis à la disposition de l'Ecole pour les cours et exercices pendant trois matinées et une après-midi par semaine.



Article 5.-

L'enseignement est dispensé, sous l'autorité de la Direction des Etudes de l'Ecole Nationale, par les professeurs du cycle normal de cette Ecole, ou par des professeurs spécialement recrutés.

Article 6.-

Les matières suivantes sont enseignées :

- Introduction à l'Etude et à la Théorie générale du Droit,
- Institutions politiques et droit constitutionnel,
- Droit administratif et Institutions Administratives congolaises,
- Finances publiques,
- Eléments d'Economie,
- Institutions internationales.

Article 7.-

Les programmes détaillés et les horaires des cours et exercices sont fixés par le Directeur général de l'Ecole.

Article 8.-

La présence aux cours et exercices est rigoureusement obligatoire. Le Directeur général de l'Ecole signalera au Ministre de la Fonction publique les stagiaires dont l'assiduité ou la conduite laisseraient à désirer; les intéressés pourront être exclus des cours par décision du Ministre.

Article 9.-

L'Ecole Nationale organise, pendant la durée des cours et à l'issue de ceux-ci, des interrogations écrites ou orales ou des travaux portant sur les matières enseignées. A la fin des cours, un Jury présidé par le Directeur des Etudes de l'Ecole et composé de l'ensemble des professeurs ayant enseigné dans ce cycle, ainsi que d'un représentant du Ministre de la Fonction publique, examine les résultats des candidats. Compte tenu des notes des interrogations, de l'assiduité, et de l'impression générale produite par le candidat, ce jury, qui délibère en présence des Représentants de chacune des Administrations dont font partie les stagiaires, détermine souverainement la liste des stagiaires jugés dignes de l'attribution du certificat de fin des cours.

Ce certificat peut être attribué "avec mention" si le Jury estime que le stagiaire intéressé a fait preuve de qualités remarquables.

Article 10.-

Le Directeur général de l'E.N.D.A. est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Léopoldville, le

LE MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE,  
A. KABANGI.



PROJET DE CIRCULAIRE

LE MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

à MM. les Ministres (TOUS)

OBJET : Cycle de perfectionnement pour les fonctionnaires supérieurs.

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une ampliation de mon arrêté du créant à l'Ecole Nationale de Droit et d'Administration un enseignement accéléré pour les fonctionnaires supérieurs des administrations centrales.

Je vous serais obligé d'inviter les fonctionnaires de votre Administration exerçant au moins les fonctions de chef de bureau et désireux de suivre ce cycle, à remplir le questionnaire ci-joint et à l'adresser au Ministère de la Fonction publique (2ème Direction, 3ème Section à l'attention de M .....)  
avant le 26 janvier 1963, délai de rigueur. La commission de sélection se réunira le 6 décembre, et les candidats retenus seront avisés immédiatement. Les cours auront lieu les lundi, mercredi et jeudi matin de 8h30 à 12 heures, à l'E.N.D.A. Palais de Justice, Léo-Kalina. L'ouverture des cours aura lieu le lundi 11 février 1963 à 8h30. Les cours dureront jusqu'au 20 juillet 1963.

Je vous serais obligé d'appeler l'attention de Hauts fonctionnaires de votre Administration sur l'intérêt que présente pour eux cette formation accélérée : Une commission paritaire doit être prochainement convoquée sur mon initiative en vue d'élaborer une réglementation d'ensemble fixant les avantages dont bénéficieront les agents ayant accompli leurs stages avec succès. Indépendamment de ces avantages, il va de soi que le fait d'avoir suivi ce cycle sera un facteur d'appréciation valable pour toutes désignations au choix, et d'une manière générale un élément favorable dans le dossier de l'intéressé.

LE MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE,  
A. KABANGI.

Min. par :  
Dact. par : Mirabeau  
Coll. par :